



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

Bruxelles, le 27 janvier 2012

5819/12

**PE 20
PECHE 34
MA 1**

NOTE

du:	Secrétariat général
aux:	délégations
Objet:	Compte rendu de la réunion de la commission de la pêche (PECH) du Parlement européen, tenue à Bruxelles les 24 et 25 janvier 2012 (points 1, 2, 6 et 13)

La réunion a été présidée par Mme Carmen FRAGA ESTÉVEZ (PPE, ES), présidente sortante, et M. Gabriel MATO ADROVER (PPE, ES), président élu.

1. Élection du président

M. Gabriel MATO ADROVER (PPE, ES) a été élu par acclamation au poste de président de la commission, en remplacement de Mme Carmen FRAGA ESTÉVEZ (PPE, ES).

2. Élection des vice-présidents

Par acclamation ont été réélus:

1^{er} vice-président: M. Struan STEVENSON (ECR, UK);

2^{ème} vice-président: M. Alain CADEC (PPE, FR);

3^{ème} vice-président: M. Guido MILANA (S&D, IT);

4^{ème} vice-président: M. Carl HAGLUND (ALDE, FI).

6. Protocole agréé entre l'UE et la Guinée-Bissau fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues par l'accord de partenariat de pêche en vigueur entre les deux parties

PECH/7/07344

*** 2011/0257(NLE) 15178/2011 – C7-0003/2012

Rapporteur: M. Carl Haglund (ALDE, FI)

Le projet de rapport a été adopté par 19 voix pour et 3 abstentions.

13. Échange de vues avec Mme Mette Gjerskov, ministre danoise de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche, présidente en exercice du Conseil, sur les priorités de la présidence danoise

Mme Mette GJERSKOV, ministre danoise de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche et présidente en exercice du Conseil, a présenté les priorités de la présidence danoise dans le domaine de la pêche (discours en annexe).

Au nom des groupes politiques, Mme Carmen FRAGA ESTÉVEZ (PPE, ES) a considéré que le Parlement européen devrait pouvoir participer lors de négociations et de réunions de coordination dans le domaine de la pêche et que le Conseil devrait accepter cela. Elle a aussi insisté sur la nécessité d'avoir le plus vite possible un mandat de négociation sur le nouveau protocole à l'accord de pêche avec le Maroc. Mme FRAGA ESTÉVEZ a souligné l'importance de la réforme de la politique commune de la pêche. Mme Ulrike RODUST (S&D, DE) a appelé à chercher de l'équilibre entre les aspects économiques et les aspects environnementaux de la pêche et à ne pas négliger les aspects sociaux. Selon elle, les quotas ont besoin de souplesse de gestion, notamment de pouvoir reporter les quotas non exploités à l'année suivante. Au nom de ALDE, M. Pat the Cope GALLAGHER (IE) s'est prononcé en faveur de mesures d'encouragement pour les petites pêcheries et pour attirer des investissements pour les petits ports. Il a indiqué que des sanctions sont nécessaires pour les pays qui pratiquent la pêche non durable. Mme Isabelle LÖVIN (Verts/ALE, SE) a fait part de sa réticence à l'égard de la régionalisation et a évoqué les aspects liés à la transparence et aux droits de l'homme.

M. Jozef GROBARCZYK (ECR, PL) a évoqué l'importance particulière de la région baltique et a demandé de se pencher sur la question des rejets dans la mer Baltique, en soulignant que chaque zone de pêche a ses spécificités propres. Au nom du groupe GUE, M. João FERREIRA (PT) a insisté sur l'importance d'un nouvel protocole à l'accord de pêche avec le Maroc qui prendrait en considération les intérêts du peuple sahraoui, en indiquant que des représentants officiels de ce peuple devraient pouvoir exprimer leur position. M. Nikolaos SALAVRAKOS (EFD, EL) a noté la nécessité de s'adapter aux besoins spécifiques de chaque région.

Lors du débat, M. Chris DAVIES (ALDE, UK) a plaidé en faveur d'une certaine souplesse pour les Etats membres lors de la réforme de la politique commune de la pêche. M. Raül ROMEVA i RUEDA (Verts/ALE, ES) a fait part de son regret que la cogestion soit un concept faisant défaut. Mme Maria do CEU PATRAO NEVES (PPE, PT) a demandé de l'engagement à l'égard de la politique maritime intégrée et a souligné l'importance de la dimension externe de la politique commune de la pêche. M Ian HUDGHTON (Verts/ALE, UK) a souligné que les objectifs communs sont davantage nécessaires que la réglementation commune et que chaque pays doit pouvoir adapter son système de pêche aux circonstances locales. Mme Dolores GARCIA-HIERRO CARABALLO (S&D, ES) a également évoqué le protocole à l'accord de pêche avec le Maroc, en soulignant que les conséquences du manque d'un tel protocole sont négatives actuellement et qu'il faut agir vite pour conclure un nouveau protocole, tout en garantissant le respect des droits de l'homme du peuple sahraoui et la durabilité de la pêche.

Dans son intervention en réponse aux interventions des membres du Parlement Mme Mette GJERSKOV a souligné avec insistance que la présidence danoise était ouverte pour une coopération très étroite avec le Parlement européen et qu'elle était prête à encourager et intensifier le dialogue entre le Conseil et le Parlement, mais que le traité était clair quant à la répartition des responsabilités respectives des institutions. Elle a rappelé que la décision sur la réforme de la politique commune de la pêche est à prendre en commun par le Conseil et le Parlement. Mme GJERSKOV a indiqué que la présidence danoise sera une présidence pour l'ensemble de l'Union européenne, avec une approche ouverte et loyale, tout en reconnaissant la relation particulière du Danemark par rapport aux îles Féroé. Elle a insisté sur l'importance de la durabilité afin de laisser aux générations futures des stocks halieutiques sans dégrader la biodiversité.

Concernant les moyens de lutter contre les rejets, Mme GJERSKOV a évoqué la vidéosurveillance, en indiquant toutefois que certains Etats membres étaient réticents à l'installation d'une telle vidéosurveillance sur les navires de pêche. Concernant la régionalisation, Mme GJERSKOV a reconnu que ce terme était assez flou, et que selon elle l'important était de reconnaître les différentes traditions et types de pêche. Elle a fortement mis l'accent sur l'importance du caractère durable de la pêche et de la responsabilisation des pêcheurs dans ce cadre, en appelant à éviter au possible les tensions entre inspecteurs et pêcheurs. Elle a également souligné l'importance de l'aquaculture. Au sujet du protocole à l'accord de pêche avec le Maroc, Mme GJERSKOV a souligné l'influence considérable du Parlement européen dans ce dossier, ainsi que l'importance particulière de cette question pour certains Etats membres, en indiquant que des discussions sont en cours au Conseil. En conclusion, Mme GJERSKOV a réitéré la détermination de la présidence danoise à faire avancer les dossiers en cours, afin d'avoir en Europe un secteur de la pêche impliquant moins de bureaucratie et générant plus de croissance et de responsabilité.

SPEECH FOR THE APPEARANCE OF Minister Mette GJERSKOV, PRESIDENT OF THE COUNCIL, BEFORE THE EUROPEAN PARLIAMENT COMMITTEE ON FISHERIES ON WEDNESDAY 25 JANUARY 2012

Mr. Chairman,

Honourable Members,

Ladies and Gentlemen,

It is a great honour and a great pleasure to speak to you today about the priorities of the Danish Presidency for the coming six months. The Danish Presidency is looking forward to a fruitful cooperation between our institutions. The Danish Presidency will be representing the Council and its 27 member states. Please be assured, Mr. Chairman, that the Danish Presidency is determined to work in a very close cooperation with you.

First, I will give you a brief introduction to the priorities of the Presidency. Then I will continue with the more specific proposals.

The Danish Presidency will set an overall pro-active agenda for green and sustainable growth. The goal is to create growth without increased resource and energy consumption, and this is possible.

The Presidency approach will be ambitious and realistic. Green growth in the EU will only be achieved if the necessary support in the Council and European Parliament becomes a reality and negotiations are actually completed, proposals are adopted and translated into reality for the benefit of European citizens.

However, promoting the green growth agenda is a necessary challenge. Green growth is essential for future prosperity, development and employment in Europe. But, obviously, we must focus on cost-effective solutions and take into account the competitiveness of businesses.

Focusing on green growth can also provide opportunities. Simple and flexible framework for green growth can be a driver of innovation that gives possibilities for the EU to achieve and maintain global technological lead positions. EU must lead the way, and if EU does not seize its opportunity, instead, the potentials of green growth will be exploited elsewhere, notably in China and USA.

EU has in its hands the chance to forge a new model of green and economically viable growth.

REFORM OF THE COMMON FISHERIES POLICY

The Common Fisheries Policy is the perfect testing ground for our green growth vision as fisheries is one of the sectors where economy is most dependent on the environment. This is the context for the reform of the Common Fisheries Policy: integrating fisheries into the Europe 2020 Strategy.

We must seize the opportunity of the reform of the Common Fisheries Policy to take this new direction. The new Common Fisheries Policy must ensure the sustainable management of fisheries resources, the protection of our oceans' ecosystems and the interests of all of us as consumers and citizens in the European Union.

We will be tackling the reform of the CFP at the Councils in March, April and May with the aim of reaching a **general approach in June** allowing the Council to start negotiating with you early in the second half of this year.

The reform has many angles and I want to focus on three of them.

The **first** is **discards**. We must work to get rid of unwanted catch and effectively bring discards to an end. On the one hand we say there are not enough fish, yet on the other hand fishermen can throw back their catch into the sea. This practice we have to end!

I know it is very difficult to solve the challenge of discards. We really have to make an effort. Let us continue the work within this reform proposal. We have made a good start with projects on fully documented fisheries.

The **second** angle I want to address is "**regionalisation**" or "**decentralisation**" as it is also called. I think this has the potential to be a very powerful and far-reaching element of the reform. We seem so far to have a fuzzy vision of where we want to go and what it should be. I understand that this is a concept dear to many of you and that some of you were disappointed at the scope of the proposal so let's work hard and make it concrete and workable. We are keen to hear your views on this and those that come out of your hearing on this in March.

The **third** angle is **transferable fishing concessions (TFC)**. This is probably one of the most debated parts of the whole proposal. Some one sees it as the "privatisation of the sea" or in contrary to the notion of a "common good". I think we have to work intensively with this part of the reform before finding common ground and understanding. I look forward to hearing the results of your hearing on this issue in April.

LONG-TERM MANAGEMENT PLANS

I would like to take this opportunity to touch on **long-term management plans** before coming back to the other aspects of the reform package.

Long-term management was at the heart of the 2002 Reform package and is at the heart of this one too. We need, however, to define anew what we mean by long-term management in the context of the new Treaty. This is a complicated matter and the Presidency hopes that a solution can be found that satisfies all institutions.

OTHER ASPECTS FOR THE CFP REFORM PACKAGE

The proposal for a new **Common Market Organisation** aims at supporting the general objectives of the reform.

The focus in a future Common Market Organization must be on enhancing competitiveness of European fishery products in combination with a focus on securing sustainable products.

In a situation with scarce resources and a huge import of fish into EU from third countries, it seems quite wrong to withdraw good eatable fish from the market with EU-funds. This is brought to an end with the Commission proposal.

Ministers will be having an orientation debate on this proposal in March.

The other key instrument to implement the reform is the **European Maritime and Fisheries Fund** which has just been tabled.

We will have to work together to define the objectives for funding that reflects the political priorities we will set out in the reform. I think we should focus on the environmental aspects, sustainability and innovation - this is what creates the jobs and economic growth that are so hard needed in our coastal communities.

We will work intensively to make sure that the Fund catches up with the other legislative proposals. To this end, we will have an orientation debate as early as March Council before aiming at a partial general approach in June.

Finally, in relation to the reform, I want to underline that to reach our goals on the reform during the Danish Presidency, we need your help and support. The Presidency will do its utmost to have a good and close cooperation with you on this very important task.

OTHER COUNCIL ITEMS AND ON-GOING WORK WITH THE PARLIAMENT

Let me now briefly outline the presidency's views on other dossiers which are already under discussion in our institutions or which the Commission is likely to put forward in the coming months, starting with the **amendment of the Regulation on deep-sea effort** that was adopted under the last Danish Presidency in 2002. This is a sensitive issue for many of our Atlantic colleagues in the Western waters and we will have a debate of it after the Commission presents its proposal.

We hope also to start work with you on the **Baltic Sea salmon long-term management plan** and other proposals.

EXTERNAL ITEMS

This brings me finally to **the external dimension** of our fisheries policy. The Parliament has laid down a new litmus test for fisheries partnership agreements (FPA's) saying they have to be environmentally sustainable, economically viable and respect international law.

We believe equally in the sustainability of the external dimension of our policy. As proposed by the Commission it is important to include the main principles of the external dimension in the basic regulation. It is also important that it is clearly stated that the external dimension of the CFP shall follow the same principles and standards as in EU waters, and more important that EU fisheries in third country waters can only take place on a surplus of stocks.

Better scientific advice and better control are also very important issues to be dealt with. Finally, the agreements must be of the benefit to the third countries as well as the EU.

Our intention is to adopt Council conclusions on the external dimension of the Common Fisheries Policy at the Council in March.

Most attention will focus, I imagine, on Morocco. The Commission has now submitted its recommendation for a negotiating mandate for a new Protocol. At first sight, this seems to go in the right direction and to have taken on board the concerns that have been expressed.

CONCLUSION

Mr. Chairman, let me conclude by assuring you that the Danish Presidency will do all it can in the coming months to bring about a sound dialogue between our institutions. I will end this presentation by mentioning the title of the Danish presidency programme “**Europe at Work**”. And I promise you that I will work hard to ensure a solid foundation for the future European Fisheries Policy.

Thank you for your attention.

Mr. Chairman, I am happy to take any questions you might have.
